

Solidaires



Pressions sur Christian Vélot : Recul de la Liberté d'expression et de la démocratie dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Christian Vélot, enseignant-chercheur à l'Université Paris XI d'Orsay, membre de l'Institut de Génétique et de Microbiologie, **subit depuis plusieurs semaines des pressions par la direction de son laboratoire.**

Les brimades ont commencé par des amputations de crédits de recherche. Puis, une étudiante, ancienne élève, devant faire son stage de Master 2 avec C. Vélot, est subitement affectée dans un autre groupe...dirigé par la directrice de l'Institut ! Ensuite, on lui annonce qu'il doit déménager dans un autre bâtiment dans les semaines qui viennent alors que son étudiant finit sa thèse et que son équipe doit faire ses preuves pour l'évaluation quadriennale en 2009.

Sans doute n'était-ce pas encore suffisant, puisqu'au mois de septembre, sans plus de concertation, ni même l'avis d'un conseil scientifique ou d'une procédure d'évaluation, la décision a été prise par cette même direction de ne plus accueillir l'équipe de C. Vélot dans le laboratoire en 2009.

Mais au fait, qu'est-il réellement reproché à cet enseignant-chercheur ?

Manifestement, C. Vélot dérange tout simplement sa hiérarchie par ses prises de position publiques sur l'intérêt des Organismes Génétiquement Modifiés, notamment dans le secteur de l'agro-alimentaire. De plus, ayant à coeur d'exercer pleinement sa mission de chercheur et d'enseignant, et fort de ses compétences en biologie moléculaire, il participe à de nombreuses conférences didactiques dans le but d'éclairer ses concitoyens sur les OGM, notamment sur les mécanismes moléculaires qui en sont à l'origine. Son expertise scientifique lui a valu d'intervenir comme témoin dans les procès des faucheurs volontaires.

Il est également membre de la *Fondation Sciences Citoyennes*, qui demande un statut pour les « Lanceurs d'Alertes Scientifiques » dont il fait partie.

Nous voyons ici que la liberté d'expression des chercheurs trouve ses limites dans un domaine aussi controversé, et aux enjeux et intérêts économiques et financiers si puissants !

Mais face à de telles pratiques anti-démocratiques, qui semblent s'inscrire dans une démarche scientifique qui ne tolère aucune critique de la science, Sud Recherche EPST dénonce fermement les pressions exercées sur Christian Vélot, et souhaite que les moyens pour poursuivre sa recherche lui soient rapidement restitués et que ses recherches soient soumises à une évaluation indépendante lors du prochain quadriennal. **Dans ce sens, Sud Recherche EPST interpelle la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, et la Direction du CNRS, pour qu'elles fassent cesser ces pressions.**

Notre syndicat, par cette expression, veut témoigner son plus vif soutien à C. Vélot, dans cette période délicate.

De telles situations rappellent que la vigilance est toujours nécessaire, et que la démocratie, même dans les laboratoires, n'est jamais un acquis, mais une conquête de tous les jours. Elles montrent par ailleurs, **la nécessité d'une expertise scientifique indépendante**, dans l'intérêt des citoyen(ne)s, **malheureusement de plus en plus menacée aujourd'hui, par une conception de la recherche orientée vers la valorisation économique immédiate**, la technoscience au détriment **d'une recherche publique (fondamentale ou finalisée) au service de tous.**

Pétition de soutien à C. Vélot à signer :

<http://sciencescitoyennes.org/spip.php?article1638>